

116123
Distr.
LIMITEE

ECA/MULPOC/Lusaka/V/16
22 mars 1982

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Centre multinational de programmation et
d'exécution des projets (MULPOC) pour
les Etats de l'Afrique de l'Est et
d'Afrique australe

Cinquième réunion du Comité d'experts
Cinquième réunion du Conseil des ministres

Lusaka, République de Zambie
17 au 25 mars 1982

RAPPORT

DE LA CINQUIEME REUNION DU COMITE
DES EXPERTS DU MULPOC DES ETATS DE L'AFRIQUE
DE L'EST ET DE L'AFRIQUE AUSTRALE

ZAMBIE, 15-22 MARS 1982

A. INTRODUCTION

1. La cinquième réunion du Comité des experts du MULPOC de Lusaka s'est tenue à Lusaka, République de Zambie, du 17 au 25 mars 1982.
2. Une réunion annuelle ordinaire du Comité des experts avait été convoquée conformément aux dispositifs du paragraphe 6 alinéa a) de la résolution 311(XIII) portant sur les centres multinationaux de programmation et d'exécution des projets de la CEA (MULPOC) adoptée par la quatrième réunion de la Conférence des ministres de la CEA qui s'est tenue en mars 1977 à Kinshasa, Zaïre. La réunion venant à la suite de la signature du Traité portant création d'une zone d'échanges préférentiels (ZEP) pour les Etats d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe, le 21 décembre 1981, on y examinera les activités de suivi concernant la ZEP.

B. PARTICIPATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX

Ouverture de la réunion

3. La réunion a été officiellement ouverte à 10 heures, le 17 mars 1982, par S.E. M. Henry Meebelo, Ministre de la Commission nationale de la planification pour le développement de la République de Zambie. M. B.D. Nomvete, Directeur du Bureau de la coopération économique de la CEA, a également prononcé un discours au nom du Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique.

Participation

4. Ont assisté à la réunion des représentants des Etats membres de la sous-région suivants : Angola, Botswana, Comores, Djibouti, Ethiopie, Kenya, Lesotho, Malawi, Maurice, Mozambique, Ouganda, Somalie, Swaziland, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe.
5. Etaient également présents à cette réunion les observateurs de différents organes spécialisés des Nations Unies ainsi que les observateurs d'autres organisations internationales ci-après : Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation internationale du Travail (OIT), la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED), l'Organisation des Nations

Unies pour le développement industriel (ONUDI), la Commission des Nations Unies pour la Namibie (UNCM), le Centre international du commerce (ITC/CNUCED/GATT), la Banque est-africaine de développement (BEAD), le Programme alimentaire mondial (PAM), la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD/Banque mondiale), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), le Comité intergouvernemental permanent de la navigation (CIPH), le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), l'Organisation de l'unité africaine (OAU), l'OAU/BIRA, l'ANC sud-africaine et la SWAPO namibienne, l'Equipe chargée par l'OIT de promouvoir l'emploi en Afrique australe (SATEP/OIT).

Election du Bureau

6. Ont été élus à l'unanimité les représentants des Etats membres dont les noms figurent ci-après :

Président H. F.M. Malusiku (Zambie)

Vice-Président : M. A.S. Aboobaker (Maurice)

Rapporteur : Le Rev. P.S. Mugomezulu (Swaziland)

C. ORDRE DU JOUR

7. Les participants à la réunion ont adopté l'ordre du jour suivant après amendement :

- i) Ouverture de la réunion
- ii) Election du Bureau
- iii) Adoption de l'ordre du jour
- iv) Rapport du Directeur
- v) Présentation du rapport d'activité sur l'exécution du programme de travail de 1981 dans les domaines de :
 - l'industrie
 - l'agriculture
 - la promotion du commerce

- des transports
- du développement social
- la mise en valeur de la main-d'oeuvre
- des ressources naturelles
- des projets spéciaux sur la libération économique de l'Afrique australe
- vi) Incidences du Plan d'action de Lagos et de l'Acte final de Lagos sur la sous-région du MULPOC de Lusaka, stratégie d'accélération de la mise en oeuvre
- vii) Décennie du développement industriel pour l'Afrique, phase préliminaire pour la période 1982-1984. Action collective requise au niveau sous-régional
- viii) Rapport de la sixième Conférence des ministres africains de l'industrie, Addis-Abeba, du 23 au 25 novembre 1981
- ix) Première Conférence régionale sur la mise en valeur des ressources minérales pour les Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, Arusha, Tanzanie, février 1981. Incidences des recommandations sur le MULPOC de Lusaka
- x) Première Conférence des ministres de la CEA chargés de la planification des ressources humaines, du développement et de l'utilisation - mise en application des décisions et des recommandations concernant le MULPOC de Lusaka
- xi) Rapport PNUD/CEA sur l'évaluation du MULPOC de Lusaka
- xii) Proposition du budget du programme pour 1982 du MULPOC de Lusaka
- xiii) Préparatifs de la 17ème session de la CEA et de la huitième Conférence des ministres de la CEA
- xiv) Questions diverses
- xv) Ordre du jour du Conseil des ministres

D. COMPTE RENDU DES TRAVAUX

8. Dans son allocution d'ouverture, S.E. M. Meebelo, Ministre de la Commission nationale de la planification du développement de la République de Zambie, a souhaité la bienvenue aux participants à Lusaka, en Zambie, au nom du Président, M. Kenneth D. Kaunda, du Parti, du Gouvernement et du peuple zambiens et leur a prié de se sentir chez eux et de jouir de la modeste hospitalité du peuple zambien.

9. Il a fait remarquer que la cinquième réunion du Comité des experts du Centre multinational de programmation et d'exécution des projets (MULPOC) pour les Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe marque une nouvelle étape du combat pour le développement économique et social dans la sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, un combat dont l'issue dépend de l'autonomie collective. A ce propos, il a dit que la Zone d'échanges préférentiels (ZEP) nouvellement établie pour cette sous-région doit permettre de profiter rapidement du développement économique et assurer l'indépendance économique.

10. Le Ministre a fait remarquer que nous entrons dans une décennie de grandes incertitudes, tant économiques que politiques, provoquées par une course sans précédente aux armements et par l'escalade des prix du pétrole. Il a fait remarquer que cette situation a mis l'existence de l'homme en péril, et que si les armements sont en mesure d'annihiler les déchârités, les malades et les analphabètes, ils sont, en revanche incapables d'effacer la faim, la pauvreté, la maladie et l'ignorance. Il a déclaré que c'était une grande absurdité de notre époque.

11. Il a déploré le fait du gapillage et du pillage des ressources naturelles africaines par des forces extérieures alors que la croissance industrielle de l'Afrique reste à un niveau très bas de développement et dépend grande partie d'apports extérieurs. La présente situation doit changer pour permettre de consacrer l'exploitation des matières premières africaines à la solution du problème

du sous-développement qui sévit partout en Afrique. Il a également noté que la situation alimentaire de la sous-région était sombre et qu'en conséquence des menaces de disette et de famine pèsent sur nos peuples. Il a souligné le besoin d'autonomie collective dans le domaine de la main-d'oeuvre et l'importance de l'établissement d'un réseau de transports efficace dans la sous-région en vue d'accroître le niveau du commerce interrégional. Il s'est réjoui en conséquence de l'insertion à l'ordre du jour de la réunion des débats sur l'agriculture, l'industrie, les transports et les communications, la formation de la main-d'oeuvre, de l'intégration des femmes au processus de développement.

12. Le Ministre a conclu en faisant remarquer que la promotion et le renforcement continus de l'intégration économique des peuples de la sous-région ne doit pas les empêcher d'appuyer la lutte des mouvements de libération en Afrique australe, puisque l'indépendance totale de l'Afrique est une condition préalable pour que les pays de la sous-région puissent déterminer leur avenir en toute liberté et en sauvegardant leur dignité sans être soumis aux pressions et aux manipulations extérieures. Le Ministre a conclu en souhaitant aux participants des délibérations fructueuses.

13. Dans son allocution d'ouverture, M. B.D. Nomvete a remercié S.E. le Président Kaunda, le Parti, le Gouvernement et le peuple zambiens d'avoir bien voulu accueillir la cinquième réunion du Centre multinational de programmation et d'exécution des projets de la CEA pour les pays d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe. Il a déclaré que la réunion avait lieu trois mois à peine après la Conférence historique des chefs d'Etat et de gouvernement pour la signature du Traité portant création d'une zone d'échanges préférentiels (ZEP) pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe en décembre 1981. Il a félicité le Gouvernement et le peuple de Zambie pour leur dévouement à la cause de la coopération économique dans la sous-région et dans l'Afrique entière.

14. M. Nomvete a souligné l'importance du Traité de la ZEP dans l'histoire économique de la sous-région et a fait remarquer que cet événement a ouvert un nouveau chapitre dans le programme de travail

du MULPOC de Lusaka dont l'impulsion doit dorénavant servir à assister la mise en oeuvre du Traité de la ZEP. Il a ensuite déclaré que le programme de travail du MULPOC de Lusaka visait à promouvoir la ZEP au niveau d'un marché économique sous-régional pour aboutir dans les dix années à venir à une communauté économique.

15. M. Nomvete a réaffirmé que les conditions favorables créées par la ZEP permettent la planification conjointe et la mise en oeuvre de projets spécifiques dans les domaines du commerce, de l'industrie, des transports et des communications, de l'agriculture, de la formation de la main-d'oeuvre et de l'assistance au Mouvement de libération qui seront plus aisés à réaliser en raison du mandat de la ZEP.

16. M. Nomvete a fait observer ensuite que la ZEP allait permettre aux pays de la sous-région de se défaire de la dépendance structurelle historique vis-à-vis des pays développés, qui entraînait la fuite des ressources. Il a insisté sur le fait que la cohésion des économies de la sous-région entraînera un développement économique réel et tranchera les lisières qui les relient des économies de marché des pays développés. Il a souligné qu'il faut tout mettre en oeuvre pour contrôler les activités des transnationales afin d'éviter qu'elles ne deviennent les principales bénéficiaires des négociations de la ZEP.

17. Dans ce contexte, M. Nomvete a déclaré que les Etats membres de cette sous-région ne devraient pas tarder à mettre en oeuvre les projets d'industries métallurgiques, sidérurgiques et chimiques en vue d'exploiter au niveau local les matières premières, à accroître la production alimentaire, à mettre en place un réseau de transport, à coopérer pour la formation de la main-d'oeuvre, pour l'exploitation des ressources minérales et ainsi qu'à la mise en oeuvre des projets spéciaux.

18. M. Nomvete a conclu en attirant l'attention des participants sur le problème des ressources financières et des effectifs du MULPOC de Lusaka. L'importance des MULPOC, a-t-il déclaré, est reconnue par les Etats membres de la sous-région et par les organisations

internationales comme l'illustre la contribution du PNUD au financement des MULPOC pour la période 1977-1981. Il a alors prié instamment tous les organes du système des Nations Unies, les gouvernements africains et les pays donateurs à apporter une aide supplémentaire en vue de soutenir les activités croissantes du MULPOC. Il a également prié le Comité de veiller à ce que les recommandations formulées par le Conseil des ministres renforcent la ZEP et appuient la marche vers l'intégration économique sous-régionale de toute l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, dans l'esprit du Plan de Lagos. (Rapport du Directeur, Article 4 de l'ordre du jour)

Rapport du Directeur (Point 4 de l'ordre du jour)

19. Le Directeur du MULPOC de Lusaka a présenté un rapport intérimaire sur l'exécution du programme de travail du MULPOC pour 1981/1982 (ECA/MULPOC/Lusaka/V/2) et il a souligné les réalisations accomplies et les goulets d'encombrement rencontrés au cours de l'exécution du programme. Il a également présenté le projet de programme de travail pour 1982/1983. Le Comité d'experts a pris note du rapport.

Rapport intérimaire sur la mise en application du programme de travail et des priorités adoptées pour 1981
(Point 5 de l'ordre du jour)

Industrie (Point 5 I)

Création d'une industrie métallurgique (Point 5 I) a) de
l'ordre du jour)

20. Un représentant du secrétariat a décrit les progrès accomplis dans la réalisation du projet et a invité le Président de la réunion d'experts qui ont étudié la possibilité d'installer une industrie métallurgique dans la sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe à présenter son rapport.

21. Le Président de la première réunion d'experts, M. C.O. Okui (Ouganda), a fait savoir aux participants de la réunion que les experts réunis à Addis-Abeba du 25 au 29 mai 1981 ont unanimement reconnu la nécessité d'obtenir davantage de renseignements en vue de

mettre à jour les études préparées par le secrétariat de la CEA. Les pays ont été priés en conséquence de préparer des dossiers d'information portant sur l'état des matières premières, les disponibilités énergétiques, la structure des importations, l'état de l'industrie métallurgique y compris les possibilités existantes et les projets nationaux, les instituts de formation, l'accès aux marchés nationaux, les possibilités de transport et d'échange des produits.

22. La première réunion d'experts a également prié le Président et le Rapporteur de la réunion d'experts d'Addis-Abeba de se rendre dans les pays de la sous-région qui n'ont pas assisté à la réunion afin de les informer du type de renseignement requis et de s'assurer de leur désir de coopérer. Les missions ont été accomplies. La deuxième réunion intergouvernementale d'experts a eu lieu à Addis-Abeba du 30 novembre au 4 décembre 1981 et un certain nombre de recommandations ont été faites et devaient être renvoyées pour examen au Comité d'experts à sa cinquième réunion.

23. Au cours du débat les représentants ont demandé des explications sur la réalisation éventuelle d'études de faisabilité sur les matières premières en vue d'en évaluer la disponibilité. Le secrétariat a affirmé que les renseignements sur les matières premières contenues dans les études de faisabilité et d'autres études obtenues des Etats membres avaient servi à préparer le document examiné par des experts au cours de la première réunion. En ce qui concerne l'industrie métallurgique, un autre représentant s'est interrogé sur la capacité de production excédentaire du ZISCOSTEEL du Zimbabwe. Le Président de la réunion intergouvernementale d'experts a fait savoir aux participants sur ce point les experts au cours de la deuxième réunion. Il s'est avéré nécessaire de définir les relations entre le futur Comité pour le développement de la métallurgie en Afrique de l'Est et en Afrique australe et le Comité de coopération industrielle de la ZEP. Le secrétariat a fait savoir que le futur Comité remplirait les fonctions d'un sous-comité technique du Comité de coopération industrielle de la ZEP.

24. Le Comité des experts a approuvé sans réserve les recommandations faites par les experts à leur deuxième réunion, à savoir que :

Mesures à court terme

- a) Les Etats membres de la sous-région disposant d'une infrastructure sidérurgique et fonctionnant en dessous de leur capacité lancent sans tarder des programmes de réaménagement, de modernisation, d'expansion et de diversification de l'équipement existant;
- b) Tous les Etats membres explorent les possibilités d'implanter des industries locales destinées à faire usage du fer et de l'acier disponibles dans leurs propres complexes sidérurgiques et ailleurs dans la sous-région en vue de manufacturer les produits en fer et en acier qui remplaceront les produits importés;
- c) Des dispositions soient prises en vue de permettre aux autres Etats membres de la sous-région d'employer les surplus du ZISCOSTEEL du Zimbabwe afin de tirer le meilleur parti de leur équipement sidérurgique.

Mesures à long terme

- a) Les Etats membres se consultent en vue d'entamer les négociations sur la collaboration en matière d'exploitation, d'approvisionnement et d'échanges d'énergie, de matières premières et de biens intermédiaires provenant de l'industrie sidérurgique, en vue de fournir une notification des produits métallurgiques dans le cadre des projets nationaux pour répondre aux besoins de la sous-région;
- b) Que la fabrication des facteurs de production soit le thème de consultations et de négociations futures;

- c) Pendant la période intérimaire, avant qu'un cadre institutionnel permanent soit établi, qu'un comité de développement de l'acier de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe soit formé et qu'il soit responsable de l'exécution des recommandations.

Rapport sur les farines composées et le Centre de démonstration pour la transformation des produits du bétail
(Point 5 I) b) de l'ordre du jour)

25. Le représentant du secrétariat a cité les mesures entreprises en vue de la mise en application du projet au cours de la période 1982-1983. Le Comité d'experts a pris note du rapport et a recommandé que :

- a) un appui soit accordé aux deux futurs centres régionaux de recherches, l'Institut de technologie alimentaire de Dakar (Sénégal) sur le millet et le Centre de recherche alimentaire de Khartoum (Soudan) sur le sorgho;
- b) le secrétariat continue à étudier la possibilité de créer un ou deux centres similaires pour l'étude du maïs et du manioc;
- c) la CEA, la FAO et l'AGFI étudient les moyens de créer des centres de démonstration et de formation pour la transformation des produits du bétail dans la sous-région.

Industries chimiques (Point 5 I) c))

26. Le Président de la première réunion d'experts sur les produits chimiques pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe qui a eu lieu à Addis-Abeba du 14 au 18 septembre 1981, M. O.O. Olwa a présenté le rapport de la réunion d'experts et a déclaré que la majorité des pays n'ayant pas assisté à la réunion, il a entrepris avec le Rapporteur des missions dans certains pays afin de les informer du résultat de la réunion.

27. Il a dit que trois domaines de priorité ont été identifiés au cours de la réunion qui a été organisée à la suite de la quatrième réunion du Conseil des ministres du MULPOC de Lusaka à savoir: les engrais, les pesticides et les produits pharmaceutiques en raison du rôle que jouent ces domaines dans la satisfaction des besoins fondamentaux qui ont trait à l'agriculture et à la santé. Il a également mentionné les contraintes qui pèsent sur le développement de l'industrie dont les marchés nationaux restreints ou fragmentés, le manque de main d'oeuvre qualifiée etc., et qui, dit-il, ne seront surmontés que par la coopération et la coordination économique.

28. Le Comité a pris note du rapport déposé par le Président de la première réunion du Comité d'experts et il a demandé que les recommandations soumises dans le rapport soient présentées de manière plus cohérente.

29. Le Comité des experts a décidé que les Etats devraient adopter des programmes à long terme en tenant compte de:

- a) l'utilisation optimum des ressources et des infrastructures (localisation optimum) en vue de permettre la production de produits compétitifs par rapport à ceux qui sont fabriqués en dehors de la région.
- b) l'existence de dispositifs de production nationaux connexes qu'il serait possible de transformer en projet multinationaux;
- c) les relations interindustrielles établies jusqu'au niveau de l'élaboration et de l'association avec les usines de transformation existantes ou envisagées.

30. Les Etats membres devraient entreprendre des activités conjointes dont:

- a) la planification et la mise en valeur de la main-d'oeuvre;

- b) la mise en place des services consultatifs, techniques, ainsi que la fourniture du matériel;
- c) la mobilisation des fonds.

31. En ce qui concerne la création de mécanismes de mise en oeuvre de projets, c.a.d. de corporations chimiques nationales ou internationales. Le Comité des experts a recommandé que la CEA se charge d'une telle corporation.

32. En ce qui concerne la création d'unités de production multinationales pour:

- a) la potasse et l'ammoniac : la CEA devra prendre contact avec les gouvernements de l'Ethiopie et de la République-Unie de Tanzanie aux fins de s'informer d'une participation éventuelle des autres Etats membres aux projets concernant respectivement la potasse et l'ammoniac;
- b) l'acide phosphorique et les engrais phosphatés. Les usines existantes d'engrais phosphatés avaient alors besoin d'être modernisées et agrandies, notamment en Ouganda, au Zimbabwe et en République-Unie de Tanzanie et de nouvelles usines devraient être implantées à proximité des gisements de phosphates dans toute la sous-région;
- c) les pesticides et les produits pharmaceutiques. Il convient d'entreprendre des études en vue d'identifier les méthodes de production appropriées, les possibilités en ressources naturelles et les emplacements éventuels pour la production de leurs éléments actifs.

33. En conséquence, le Comité a vivement engagé les Etats membres à:

- a) donner activement suite à ces recommandations, tant au niveau national que sous-régional;

- b) assister et à participer activement aux futures réunions intergouvernementales sur les produits chimiques;
 - c) assurer activement la viabilité commerciale des gisements de matières premières et des sources d'énergie;
 - d) remplir et faire parvenir à la CMA le questionnaire qui leur a déjà été adressé en vue de connaître les matières premières et les sources d'énergie qui pourront être utilisés, ainsi que les possibilités d'exploitation, les projets envisagés et les projections de la demande de produits chimiques;
 - e) examiner les possibilités d'extraire des produits chimiques de la biomasse.
34. Le Comité a instamment demandé que:
- a) Le PNUD approuve le descriptif du projet et fournisse les fonds nécessaires;
 - b) La participation au Comité soit étendue à d'autres organisations internationales.

Présentation d'un rapport d'étude sur la possibilité pour les pays membres du MULPOC d'exporter des meubles et de la menuiserie vers les pays du Golfe persique et de la Libye

35. En présentant le rapport d'étude sur la possibilité pour les pays membres du MULPOC d'exporter des meubles et de la menuiserie vers les pays du Golfe persique et de la Libye, un membre du Secrétariat a fait remarquer que trois pays, le Kenya, Maurice et le Mozambique sont en mesure de se lancer à l'exportation en raison de l'état d'avancement de leurs industries d'ébénisterie et de menuiserie. Les ressources accessibles en bois du Kenya et du Mozambique sont suffisantes pour alimenter ces industries, a-t-il dit, et Maurice qui fabrique traditionnellement

des meubles de grande qualité a su compléter l'habilité de ses sculpteurs du bois par l'adoption de techniques modernes.

36. Au cours du débat qui a suivi, plusieurs représentants ont estimé qu'il était nécessaire d'effectuer une étude plus approfondie dans chaque pays de la sous-région afin de déterminer leur possibilité de fabriquer de meubles pour l'exportation (sous-région ou extérieur) et pour le marché intérieur. Le Comité a également insisté sur la nécessité de conserver les forêts. Le Secrétariat a fait remarquer qu'un grand nombre de pays de la sous-région importent des meubles en dehors de la sous-région pendant que les besoins intérieurs, en meubles institutionnels particulièrement, sont loin d'être satisfaits.

On a informé le Comité qu'avec le besoin d'accroître la production de meubles, particulièrement pour le marché intérieur, l'étude envisagée portera sur l'assistance aux pays qui sont déjà en mesure d'exporter des meubles, sans toutefois exclure la future participation des autres pays. Le Secrétariat a signalé qu'il était tenu compte de la conservation des forêts dans le cadre des programmes de reboisement.

37. En conséquence, le Comité a recommandé:

- a) d'entreprendre l'étude des marchés dans les principaux pays importateurs de meubles du Golfe persique;
- b) d'entreprendre l'étude des marchés en Libye;
d'entreprendre l'étude de l'offre dans les pays du MULPOC de Lusaka.
- c) les nationaux des pays concernés participent à l'étude des marchés et que leur participation soit financée par leurs gouvernements respectifs.

Rapport sur le séminaire envisagé sur la mise en valeur du bois de chauffage pour les femmes des zones rurales (Point 5 I) d) iii) de l'ordre du jour)

38. Le représentant du secrétariat a présenté le rapport et a fait remarquer qu'un séminaire sur la mise en valeur de l'énergie extraite du bois était prévu en Zambie au cours de 1982 afin de

rassembler les principaux utilisateurs de bois de chauffe, à savoir, les femmes des zones rurales, ainsi que les experts de la conservation et de la mise en valeur des forêts. Un séminaire semblable avait été organisé à l'intention des pays de Sahel en 1980. Les participants seront recrutés dans les pays anglophones.

39. Le représentant de la Zambie a accueilli favorablement la proposition d'organiser le séminaire en Zambie. On a expliqué la présence du Mozambique parmi les pays anglophones par le fait que toute personne parlant anglais peut participer au séminaire, même si elle est originaire d'un pays lusophone.

40. Le Comité a recommandé que le séminaire envisagé sur la mise en valeur de bois de chauffage pour les femmes des zones rurales ait lieu en Zambie.

Industrie des matériaux de construction et du bâtiment
(Point 51) e) de l'ordre du jour)

41. En présentant ce point de l'ordre du jour pour examen, le représentant du Secrétariat a fait rapport des activités réalisées dans le domaine des matériaux de construction et des industries du bâtiment, dont des voyages d'étude et des stages de formation dans l'entreprise accomplis en Inde. Il a ensuite mis l'accent sur les activités à entreprendre au cours de la biennale 1982/1983 qui doivent comprendre la préparation d'études de faisabilité sur des habitations pilotes, le descriptif de projet d'un réseau d'information sur les matériaux de construction, des études sur l'industrie du bâtiment permettant de définir les principes de la coopération entre les différents centres de recherche sur les matériaux de construction, ainsi que l'organisation d'un séminaire régional qui examinera les conséquences du voyage d'étude et du stage de formation dans l'entreprise, accomplis en Inde.

42. Au cours du débat, certains représentants ont demandé d'être informés plus précisément sur les produits intitulés

matériaux de construction car le rapport n'était pas explicite à ce sujet. Un autre représentant a voulu savoir si des procédures techniques avaient été mises au point en vue d'éliminer l'effet de l'humidité sur la chaux. Répondant aux questions qui lui ont été posées, le secrétariat a fait savoir que les matériaux de construction comprenaient la gamme complète des argiles, des chaux, des ciments, du verre, du bois et des métaux et qu'une importance particulière serait accordée à l'utilisation des matières autochtones qui peuvent être adaptées aux besoins des masses populaires. L'effet de l'humidité sur la chaux allait être étudié dans les centres de recherche et de développement et le Comité a été en conséquence informé de la demande conjointe de financement d'un projet de centre de recherche sur l'argile pour les pays du MULPOC de Lusaka adressée au PNUD par la CEA et l'ONUDI.

43. Certains représentants ont jugé que le document ne mentionnait pas suffisamment les projets interrégionaux. Le Secrétariat a déclaré que ces projets seraient réalisés ultérieurement sur base des renseignements recueillis ou à recueillir au cours de missions accomplies dans les Etats membres et comprendront les projets portant sur la recherche et le développement ainsi que sur les codes et les règlements de l'industrie du bâtiment.

44. Conformément au Plan d'action de Lagos, le Comité d'experts a recommandé aux Etats membres de:

- a) s'efforcer de réaliser les objectifs du Plan d'action pour 1990;
- b) entreprendre une évaluation globale des besoins et des priorités de l'industrie des matériaux de construction;
- c) entreprendre une étude de R-D en vue d'identifier et de tirer le meilleur usage des matériaux autochtones dans le secteur de la construction;

- d) appuyer la création et de faire usage du futur centre de R-D sous-régional basé sur l'argile;
- e) élaborer, à l'aide de la CEA et de l'ONUDI, les codes et les règlements du bâtiment susceptibles de stimuler l'amélioration des matériaux de construction;
- f) élaborer, à l'aide de la CEA et de l'ONUDI des normes applicables à toute la sous-région, destinées à des matériaux de construction sélectionnés en vue d'encourager et de promouvoir la coopération multinationale;
- g) identifier et mettre en oeuvre des projets multinationaux sur les matériaux de construction avec l'appui de la CEA et de l'ONUDI.

AGRICULTURE

Lutte contre les épizooties (Point 5 II) a) de l'ordre du jour)

45. Le secrétariat a présenté le rapport de la première réunion tenue par le Comité consultatif du BIRA chargé de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe à Nairobi (Kenya) du 7 au 9 septembre 1981. Le Comité a pris bonne note du rapport et a recommandé que les Etats membres de la sous-région poursuivent leur coopération dans le domaine de la lutte contre les maladies et pour leur élimination, de la production des vaccins, de la formation du personnel et de la recherche.

46. Dans le domaine de la lutte contre les épizooties, le Comité a recommandé:

- a) la mise en oeuvre de la recommandation faite tant à Alger qu'au Botswana d'établir au Malawi un centre régional de recherche sur les tiques et les maladies dont elles sont le vecteur et d'envisager également la possibilité de créer un autre centre de ce type à Maguga, au Kenya;

- b) l'adoption de stratégies communes par l'Ouganda, le Kenya, l'Éthiopie et la Somalie, pour lutter contre la peste bovine et la PPCB et une lutte commune de l'Angola et de la Zambie contre la PPCB;
- c) la coopération à l'échelle sous-régionale dans la lutte contre la mouche tsé-tsé et la trypanosomiase.

47. Dans le domaine de la production de vaccins, le Comité a recommandé que:

- a) les deux laboratoires du Kenya et du Botswana soient encouragés à continuer à produire des vaccins contre la fièvre aphteuse pour toute la région;
- b) consolider et élargir le centre de recherches vétérinaires du Mozambique afin de produire des vaccins contre la rage pour toute la sous-région. Kabete, au Kenya pourrait continuer aussi de jouer ce rôle.

Dans le domaine de la production animale, le Comité a recommandé:

- i) de consolider les centres d'insémination artificielle au Kenya, en Tanzanie et au Botswana afin de satisfaire non seulement aux besoins de la sous-région mais aussi à ceux de l'Afrique entière;
- ii) d'établir un centre régional de formation pour la production de bétail et de viande au Kenya et d'un centre de formation pour le personnel des abattoirs au Botswana pour satisfaire aux besoins de la sous-région;
- iii) au BIRA/OUA, à la FAO et au MULPOC d'élaborer des moyens d'établir un centre de zoonoses à Nairobi.

Projet de développement rural intégré (Point 5 II) b) de l'ordre du jour)

48. La faiblesse des activités bilatérales concernant le projet de développement rural intégré Tanzanie/Zambie a été constatée. Il a été recommandé à la lumière de faits récents, de maintenir le projet dans le programme de travail du MULPOC de Lusaka en demandant l'appui de la CIA et de la FAO. En ce qui concerne les projets conjoints Ethiopie/Kenya et Ouganda/Kenya, il a été recommandé au MULPOC de prendre contact avec les pays concernés et de maintenir les projets dans le programme de travail du MULPOC jusqu'à ce que les pays décident d'agir autrement. Il a été décidé de retirer le projet conjoint Mozambique/Zambie sur la lutte contre les épizooties à la suite de son incorporation au programme de travail de la SADC.

Possibilités de développement d'un centre sous-régional de recherches sur la production du maïs (Point 5 II) c) de l'ordre du jour)

49. Il a été fait rapport des activités portant sur la possibilité de créer un centre sous-régional de recherches sur la production du maïs. Il a été demandé aux pays de fournir les données disponibles sur le maïs, de désigner un animateur ou un organisme et de faciliter la tâche des futures missions. Il a été également recommandé d'incorporer dans l'étude concernée d'autres aliments de base (sorgho, millet, riz, etc.) et d'approuver le calendrier des activités pour 1982 et 1983.

Examen des projets faisant suite au rapport sous-régional AFPLAN (Point 5 II) a) de l'ordre du jour)

50. Les activités entreprises en vue de mettre en oeuvre le Plan alimentaire régional pour l'Afrique aux niveaux national et intergouvernemental ont été examinées. Il a été recommandé de conserver les 4 projets précédemment incorporés dans le programme de travail du MULPOC de Lusaka sur la prévention des pertes alimentaires (consultations sous-régionales et campagne

menée au moyen des médias), le renforcement des institutions de commercialisation des cultures vivrières et du bétail produits par les petits agriculteurs, et le premier cours d'analyse de projet C-4A/FAO. Il a été également proposé de hâter l'organisation du cours d'analyse de projet et de mettre en oeuvre le projet sur les institutions de commercialisation des cultures vivrières et du bétail produits par les petits agriculteurs en attachant une attention toute particulière à la sécurité alimentaire, au stockage et à la conservation des aliments, à la réduction des pertes alimentaires, à l'étude de marché et à la recherche. On a fait également remarquer que les pays concernés devaient s'efforcer de mettre sur pied des comités intergouvernementaux d'étude des marchés en vue de faciliter la mise en oeuvre des projets pertinents.

Consultation sous-régionale en vue d'accroître les denrées alimentaires disponibles en réduisant les déchets alimentaires et en améliorant les systèmes de commercialisation dans la sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, 1982 (Point 5 II) b) de l'ordre du jour)

51. On a souligné la nécessité d'établir des points de contact pour la commercialisation intergouvernementale afin de faciliter la mise en oeuvre des projets connexes. Il a été déclaré que les pays membres devaient entreprendre des mesures accélérées en vue de préparer des rapports de pays sur les pertes alimentaires afin de permettre au Secrétariat de tenir des consultations sur les pertes alimentaires qui sont prévues en novembre de cette année. C'est pourquoi, le MULPOC de Lusaka a été prié d'assumer un rôle de catalyseur en contactant les pays membres et en identifiant les projets réalisables sur la réduction des pertes alimentaires.

Problèmes institutionnels des petits agriculteurs :
amélioration et mise en oeuvre des institutions et des
services pour le relevé des statistiques (Point 5 II) b)
de l'ordre du jour)

52. Il a été finalement décidé d'élargir les études concernant les projets sur les "problèmes institutionnels des petits agriculteurs" et sur "l'amélioration et la mise en oeuvre des instituts et des services pour le relevé des statistiques" afin qu'ils puissent couvrir d'autres pays en raison du rôle vital qu'ils sont sensés jouer en particulier en accroissant la productivité, en élevant le niveau de vie des petits agriculteurs et en fournissant des bases de données concrètes pour la planification du développement agricole.

53. Le Comité d'experts a noté avec satisfaction l'importante contribution de la FAO à l'exécution des projets agricoles sus-mentionnés et a recommandé la continuation de cette fructueuse collaboration. Ces recommandations ainsi que d'autres recommandations connexes ont été présentées dans les documents ECA/MULPOC/Lusaka/V/4 i) et ECA/MULPOC/Lusaka/V/4 ii) ont été adoptées.

Rapport intérimaire sur les négociations pour la ZEP
(Point 5 I) a) et 5 I) h) de l'ordre du jour)

54. En présentant simultanément les deux points, le secrétariat a déclaré que, suite à la demande de la troisième Conférence extraordinaire des ministres du commerce, des finances et de l'industrie qui s'est tenue à Addis-Abeba en octobre 1981 au cours de laquelle le Traité portant création de la ZEP a été signé par neuf pays et un nombre de mesures de suivi ont été adoptées. Les mesures avaient trait, inter alia, à la nécessité d'accomplir le processus de ratification en moins de six mois à dater du 28 décembre 1981. Le Président de la République de Zambie, M. K.D. Kaunda a été chargé d'obtenir dans les délais les plus courts, la signature des Etats membres qui ne s'étaient pas encore exécutés. Il a été également convenu de tenir la première réunion du Conseil des ministres de la ZEP à Lusaka (Zambie). Le secrétariat de la CEA a été désigné comme secrétariat intérimaire jusqu'après la première réunion du Conseil des ministres de la ZEP. On espère voir autant de pays que possible signer et ratifier le Traité avant la réunion de juin/juillet. A

ce propos, on a pris note d'une cérémonie de signature, le 23 mars 1982, à laquelle quelques pays signeront le Traité.

55. Le Comité a été également informé que les préparatifs de la première réunion du Conseil des ministres de la ZEP étaient en cours que les Etats membres pourront obtenir un projet de budget et un projet de plan de gestion pour le secrétariat de la ZEP ainsi que d'autres documents longtemps avant la réunion et que les ministres de la justice se réuniront à Lusaka du 29 mars au 2 avril 1982 en vue de finaliser les clauses relatives au Tribunal de la ZEP.

56. Pour finir, le Comité d'experts a chaudement félicité le Gouvernement zambien pour la diligence et l'efficacité avec laquelle il avait entrepris l'action de suivi et en particulier pour les bâtiments neufs qu'il avait mis à la disposition des secrétariats de la ZEP et du MULPOC.

57. En réponse à une question soulevée par la délégation de la République populaire du Mozambique pour savoir si les Etats qui ne sont pas membres du Traité portant création d'une zone d'échanges préférentiels pour les pays d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe (ZEP), pouvaient participer aux activités de la ZEP, le secrétariat a déclaré qu'une fois que le Traité sera entré en vigueur conformément aux dispositions de l'Article 50 du Traité, seuls les Etats ayant signé et ratifié le Traité seront liés par les dispositions du Traité et pourront en conséquence jouir des droits, privilèges, immunités, obligations imposés par le traité. Ils pourront en conséquence être représentés et participer pleinement à toutes les activités des institutions de la ZEP, à savoir la Conférence, le Conseil des ministres, le secrétariat, le Tribunal, la Chambre de compensation, la Banque de développement, etc.. Seuls les Etats membres seront juridiquement tenus de contribuer au budget de la ZEP conformément à l'Article 36 du Traité. Cette position juridique est également celle des Etats avoisinants qui sont en mesure d'adhérer au Traité de la ZEP conformément aux dispositions de l'Article 46 du Traité. La position légale des pays qui ne sont pas membres est totalement différente :

non-membres seront les tiers par rapport au Traité et en conséquence ils ne bénéficieront d'aucun droit ni auront aucune obligation. Ils ne peuvent être représentés à aucune des institutions de la ZEP.

peuvent cependant, comme il est prévu dans la Charte des Nations Unies ou dans le règlement intérieur de la CEA, assister aux réunions des organes et participer aux travaux à titre d'observateur sans droit de vote. Si un non-membre décide par la suite d'adhérer au Traité conformément au paragraphe 2 de l'Article 50 du Traité, il le fera selon "les termes et les conditions à déterminer par l'autorité compétente" les termes et les conditions seront déterminés dans l'avenir. Mais il ne serait pas surprenant d'y voir inclure l'obligation de verser une contribution financière équivalent pour le moins à l'investissement initial de création de la ZEP.

58. Le Comité d'experts a pris bonne note du rapport.

Rapport sur la création d'une bourse de produits agricoles pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe (Point 5 I) b) de l'ordre du jour)

59. un représentant du secrétariat a présenté le document ECA/MULPOC/Lusaka/V/3 ii). Il a fait l'historique du projet de création d'une bourse des produits agricoles pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe et il a mis l'accent sur les principales conclusions de l'étude, dont les objectifs proposés et les fonctions de la bourse par rapport à la promotion du commerce interafricain.

60. Au cours du débat qui a suivi, la question de savoir si le présent projet peut être considéré comme un projet prioritaire à la lumière des autres problèmes qui affectent le secteur agricole, compte tenu du manque de ressources des pays membres de la sous-région, a été soulevée. En réponse, il a dit que le sujet du rapport est à la fois si complexe et si technique que les conclusions et les recommandations devront faire l'objet d'un examen approfondi de la part d'un groupe d'experts.

61. En conséquence, le Comité a pris note du rapport et a recommandé d'en faire examiner les conclusions et les recommandations par un groupe intergouvernemental d'experts qui devra être convoqué avant la fin de 1982.

62. Les recommandations de ce groupe seraient ensuite soumises au Conseil des ministres qui l'examinerait et prendrait les décisions appropriées à sa prochaine réunion.

Rapport intérimaire sur l'étude portant sur les législations et pratiques en vigueur en matière d'échanges commerciaux, notamment les barrières tarifaires et douanières (Point 5 I) c) de l'ordre du jour)

63. En présentant le rapport sur ce point, le secrétariat a attiré l'attention sur le fait que le rapport avait été établi conformément à une décision établie par le Conseil des ministres à sa deuxième réunion. Les négociations pour la création de la ZEP ayant abouti, les Etats membres sont dans une meilleure position pour se débarrasser de quelques-unes des barrières identifiées dans le rapport. Le représentant de la CNUCED a dit que la ZEP pouvait être considérée dans le cadre du système mondial de préférence tarifaire de la CNUCED. Elle a déclaré que la CNUCED était conçue pour permettre de s'assurer que les pays en développement sont les vrais bénéficiaires des réductions de barrières tarifaires et non-tarifaires. Le Comité a pris bonne note du rapport.

Rapport intérimaire sur l'étude de faisabilité portant sur la création des moyens d'assurance sur les crédits à l'exportation aux niveaux national et sous-national dans la sous-région (Point 5 I) d) de l'Ordre du jour)

64. En présentant le rapport (document ECA/MULPOC/Lusaka/V/3 iv) sur ce point, le secrétariat a fait savoir que des missions ont été accomplies dans six pays de la sous-région (Kenya, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe, Swaziland et Maurice) qui recevront sous peu les rapports individuels. Dans l'intervalle, le présent rapport a cherché à synthétiser les recommandations qui seront mentionnées pour information dans les rapports adressés à tous les Etats membres. On a également attiré l'attention du Comité sur l'étude remaniée de la création de la future banque de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe pour le développement et le commerce et sur le projet de Charte connexe qui contenait des clauses sur la création de services sous-régionaux d'assurance qui traiteront des moyens d'assurance

65. En réponse aux questions qui ont été posées, des explications ont été fournies sur, entre autres, les relations qui existeront entre la future Banque de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe pour le commerce et le développement et les institutions nationales de crédit à l'exportation dont la mise en place est en cours ou dont la mise en oeuvre est imminente.

66. Le Comité a pris bonne note du rapport qui a été recommandé à l'attention du Conseil des ministres.

Rapport intérimaire sur la mise au point d'accords de compensation et de paiement de la sous-région (Point 5 I) e) de l'ordre du jour)

67. Le secrétariat a passé en revue les faits survenus au cours de la mise en oeuvre du projet depuis la quatrième réunion du MULPOC et il a fait remarquer que le Protocole sur les accords de compensation et de paiements avait été examiné par un groupe de travail composé des gouverneurs des banques centrales et des négociateurs principaux de l'INT, par le Comité sous-régional de l'Association des banques centrales africaines et par le Conseil des ministres du commerce des finances et de l'industrie, à sa troisième Conférence extraordinaires, tenue à Addis-Abeba en octobre 1981.

68. Le Comité a également pris connaissance de la réunion, en janvier 1982, du Comité sous-régional de l'Association des banques centrales africaines, qui est un comité rédacteur composé de représentants de la CAEM, du WACH, de la CEA, de la Banque de Tanzanie et du FMI, afin de rédiger le règlement de la Chambre de compensation, qui sera examiné par les chefs des banques centrales et les directeurs des banques centrales de recherche en juin 1982. Le règlement serait ensuite présenté au Comité de compensation et de paiements de la Chambre de compensation pour être finalisé et adopté. Le Comité a pris bonne note du rapport.

Rapport intérimaire sur la création d'une banque sous-régionale de commerce et du développement (Point 5 I) f) de l'ordre du jour)

69. En présentant le rapport, un représentant du secrétariat a fait remarquer que, conformément aux directives établies par le Conseil des ministres à la réunion de Maseru (janvier 1981), l'étude de la Banque et les additifs et projets de Charte connexes ont été examinés par un groupe d'experts des banques centrales et des ministères des finances. Le rapport du Groupe a été subséquentement examiné par le Conseil des ministres en mai 1981. Conformément aux directives établies par le Conseil des ministres, une nouvelle étude technique exécutée par la CEA, la BAD et le CAEH, a été examinée par le Conseil à une réunion d'octobre 1981. L'étude ainsi que les additifs et la Charte connexes seront renvoyés devant une équipe intergouvernementale d'experts aux fins d'examen à une réunion qui doit être organisée au plus tôt après ratification du Traité de la ZEP. Les recommandations de l'équipe seront ensuite présentées au Conseil des ministres de la ZEP pour examen et décision appropriée. Le Comité a pris bonne note du rapport.

Rapport intérimaire sur la création d'un centre sous-régional de formation à la promotion des exportations (ECA/MULPOC/Lusaka/V/3 vii)) (Point 5 I) g) de l'ordre du jour)

70. Sous cette rubrique, le secrétariat de la CEA a indiqué que le rapport sur le sujet sus-mentionné avait été élaboré conjointement par la CEA et le CCI (Centre du commerce international) conformément à la décision prise par le Conseil des ministres à sa dernière session, de transformer le centre de formation à la promotion des exportations basé à Nairobi qui abritait des étudiants de quelques pays de la sous-région en un centre de formation à la promotion des exportations ouvert aux 18 membres potentiels de la ZEP.

71. Le rapport contenait une proposition d'étude de faisabilité détaillée tenant compte des conditions budgétaires et autres indispensables à la conversion effective du Centre. On a souligné le fait que l'étude est censée donner une base solide à la détermination, non seulement des objectifs précis, des fonctions et du programme de travail du Centre renové, mais également le financement et les résultats escomptés. Les conclusions et recommandations de cette étude seraient soumises à une commission d'experts qui se réunirait avant la fin de 1982, de sorte qu'à la session suivante du Conseil des ministres, celui-ci soit en mesure d'assurer le suivi, à l'aide du rapport de la Commission d'experts. Ainsi le Centre pourrait devenir opérationnel début 1983.

72. Un représentant du CCI a également pris la parole pour confirmer les informations données par le secrétariat de la CEA et exposer la méthodologie à suivre dans la préparation de cette étude. Il a souligné le fait que cette étude se baserait entre autres sur les études des besoins en formation des divers pays et de la ZEP en général, dans le domaine de la promotion des exportations.

73. Dans les débats qui ont suivi, certains représentants ont souligné la nécessité de l'étude, qui doit être accomplie au plus tôt, afin de ne pas retarder l'entrée en fonctionnement du Centre. On s'est interrogé sur les rapports qui devraient exister entre la ZEP et le Centre proposé, surtout en ce qui concerne la nécessité de coordonner les institutions qui doivent être créées.

74. A la lumière des éclaircissements donnés au sujet de tous ces points, la réunion a décidé de recommander au Conseil des ministres :

- a) qu'une étude de faisabilité soit entreprise dans les meilleurs délais afin d'être présentée à une Commission intergouvernementale d'experts devant se tenir avant fin 1982;
- b) que le rapport de la Commission d'experts soit soumis à la prochaine session du Conseil des ministres, du MULPOC afin de permettre au Centre de formation de devenir opérationnel dès le début de 1983.

TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

Rapport intérimaire sur la mise en oeuvre de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique (ECA/MULPOC/LusakaV/6 i))

75. Le secrétariat a informé l'Assemblée que sur 240 projets relatifs aux transports et communications initialement prévus pour le MULPOC de Lusaka avec un budget de 4 263 milliards de dollars E.U. seulement 81 étaient en cours, à un coût de 867 millions de dollars E.U., tandis que les autres restaient en suspens dans l'attente de la disponibilité de fonds. Il a également lancé un appel aux Etats membres en vue de continuer à fournir les informations sur l'état d'avancement de la première phase des activités de la décennie afin de faciliter la mise à jour, la publication et la diffusion de ces informations en temps opportun.

76. Le secrétariat a également informé l'Assemblée sur le démarrage de la seconde phase du programme de la décennie (1984-1988), et a fait observer que puisque la CEA était occupée aux préparatifs de la seconde phase, les Etats membres doivent accorder leur totale collaboration au secrétariat dans la mise au point des informations nécessaires concernant les projets de transports et de communications à inclure dans la seconde phase de la décennie.

77. Au cours des discussions, le représentant de l'UNESCO a exprimé le désir d'être associé aux activités de la décennie pour les transports et les communications en Afrique, et a fait remarquer que l'aspect "communications" de la décennie devrait être renforcé et inclus dans le programme de travail du MULPOC de Lusaka.

La réunion a recommandé en conséquence que :

- a) que l'UNESCO participe activement à la réalisation de la décennie pour les transports et les communications en Afrique, et

- b) que l'aspect "communications" de la décennie soit inclus dans le programme de travail du MULPOC de Lusaka pour la période 1982-1986.

Rapport aux Etats membres sur la mission conjointe réalisée par la CEA, la CNUCED et l'ONCI pour la mise en place de services d'administration des transports maritimes, la création de conseils des chargeurs et l'ouverture de bureaux d'enregistrement fret (ECA/MULPOC/Lusaka/V/6 ii) et sur l'étude de faisabilité d'une compagnie maritime multinationale de navigation (ECA/MULPOC/Lusaka/V/6 iii)

78. Sous ce point de l'ordre du jour le représentant du secrétariat a exposé l'étude réalisée conjointement par la CEA, la CNUCED et l'ONCI concernant les conseils des chargeurs et l'ouverture de bureaux d'enregistrement du fret pour les pays membres de la CCDAA (Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe) et a proposé qu'une étude similaire soit menée dans les pays où cela n'avait pas été fait. Il a également prié les donateurs bilatéraux et les organismes spécialisés de l'ONU d'assister le projet. Le représentant de la CNUCED a déclaré qu'il désirait voir l'Organisation entreprendre cette étude conjointement avec d'autres.

79. Quelques-uns des représentants voulaient avoir des éclaircissements sur la raison pour laquelle cette étude était présentée à cette réunion, alors qu'elle était destinée aux Etats membres de la CCDAA. Le secrétariat a expliqué qu'il n'y avait pas de contradiction en tant que telle, puisque l'étude pour la CCDAA ne différait que légèrement de celle proposée pour la sous-région, et qu'une étude similaire avait été effectuée pour des pays non-membres de la CCDAA notamment le Kenya et l'Ouganda. L'étude facilitant l'exécution du projet, la Conférence a unanimement recommandé :

- a) que des études soient menées pour les autres Etats membres n'ayant pas encore fait l'objet de cet exercice;
- b) que les pays de la sous-région instaurent au préalable un conseil des chargeurs et ouvrent des bureau d'enregistrement du fret au niveau national, et ce au cours de l'exercice 1982-1983, et
- c) la création d'une compagnie maritime multinationale de navigation au cours de 1984-1985, et
- d) la création de compagnies maritimes transocéaniques à partir de 1986.

Rapport sur la modernisation et l'harmonisation des informations portuaires et l'introduction d'indicateurs de performance dans les ports d'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe
(ECA/MULPOC/Lusaka/V/6(iv))

80. Le Secrétariat a fait savoir à l'Assemblée qu'un projet financé par le PNUD et traitant de l'harmonisation des informations portuaires et de l'introduction d'indicateurs de performance pour la sous-région était en cours et serait exécuté en six phases. La représentante de la CNUCED a dit que son organisation s'était jointe à la CLA pour présenter le rapport de ce projet dont la CNUCED a été l'agence d'exécution. Le Comité d'experts a pris bonne note du progrès et a remercié la CNUCED de l'assistance qu'elle a accordés à la sous-région et le PNUD d'avoir financé le projet.

Rapport sur les modes de transports fluviaux appropriés sur les fleuves Zambèze, Kafue, Kabompo et Luangara (ECA/MULPOC/Lusaka/V/6(v))

81. Le Secrétariat a présenté un document sous ce point à l'ordre du jour. Le Comité d'experts a pris note de l'étude de faisabilité effectuée par le secrétariat de la CLA sur le mode de transports fluviaux appropriés au fleuve Zambèze et ses affluents. Le projet,

qui était continu, serait proposé pour adoption au Conseil des ministres, et aussi pour leur demander mandat de soumettre le descriptif au PNUD pour un financement supplémentaire afin de terminer les phases suivantes du projet.

Rapport intérimaire sur la création d'une Autorité et d'un fonds pour l'autoroute de l'Afrique de l'Est du Caire-Gaborone
(ECA/HULPOC/Lusaka/V/6(vi))

82. La réunion a accueilli favorablement le rapport du secrétariat de la CLA présenté à la Conférence inaugurale du Conseil d'administration de "l'Autorité et Fonds pour l'Autoroute de l'Afrique de l'Est du Caire au Gaborone (TLAHA) (organe suprême de l'institution) qui s'est tenue à Addis-Abéba en novembre 1981 et lors de laquelle le Conseil a approuvé le plan d'action, a officiellement mis en place la TLAHA à compter du 1er juillet 1982, a nommé les experts et les fonctionnaires, et a reconnu le Zimbabwe comme membre de la TLAHA à part entière. Le Conseil a également approuvé le changement d'itinéraire de l'autoroute le Caire-Gaborone, de Livingstone (Zambie) à Francistown (Botswana) en passant par Salisbury et Bulawayo au Zimbabwe, et a chargé le Secrétaire exécutif de la CLA d'entreprendre les négociations nécessaires au choix du siège.

Rapport intérimaire sur la formation du personnel africain en matière de transports fluviaux (ECA/HULPOC/Lusaka/V/(iii))

83. Le Secrétariat de la CLA a informé le Comité sur les progrès accomplis à ce jour dans le domaine de la formation du personnel africain en matière de transports fluviaux. Le Secrétariat a par ailleurs annoncé que des cycles réguliers de formation de courte durée étaient prévus et seraient organisés en URSS, en Pologne et en France, le premier devant se dérouler du 15 avril au 15 juillet 1982 à Leningrad (URSS).

84. Le Comité d'experts a pris note du rapport et remercié le Secrétariat pour ses efforts dans l'organisation de ces cycles et l'URSS d'accorder les moyens nécessaires à cet effet. La réunion a convenu de recommander au Conseil des ministres d'appuyer ces activités entreprises par la CLA.

Rapport sur la formation en matière de transports maritimes dans la sous-région et sur l'étude de préfaisabilité sur la création d'un collège de transports maritimes
(LCA/MULPOC/Lusaka/V/6(viii) et (x))

85. Le Comité d'experts a pris note de l'étude de préfaisabilité réalisée conjointement par la CEA et l'OMCI concernant les conditions de la formation en matière de transports maritimes, et les moyens matériels existant dans la région. On a remarqué qu'il était nécessaire de créer quelques centres nationaux dans un certain nombre de pays membres du MULPOC de Lusaka pour répondre à leurs besoins, et un appel a été lancé aux donateurs bilatéraux et aux institutions spécialisées de l'ONU pour soutenir des efforts de cette nature dans la sous-région.

86. S'agissant du collège sous-régional de transports maritimes, le Comité d'experts a pris note du document présenté conjointement par la CEA et l'OMCI et ayant considéré que 528 stagiaires (personnel de navires-écoles, officiers-mécaniciens...) auraient besoin d'être formés dans les années à venir, ont convenu de proposer que le Conseil des ministres de la CEA soit chargé d'effectuer des études supplémentaires dans ce domaine.

Rapport de la mission conjointe de la CEA et de l'OMCI sur les besoins de la sous-région en matière de gestion portuaire et de formation dans ce domaine et sur la possibilité de transformer le Collège Bandari de Mombasa en un centre multinational de formation aux opérations et à la gestion portuaire

87. Le Comité d'experts a pris note du rapport intérimaire présenté par le Secrétariat à ce sujet. La réunion a en outre été informée que le Gouvernement du Kenya avait consenti, par lettre, à transformer le Collège Bandari en un centre multinational.

88. Prenant la parole, le représentant du Kenya a invité la CEA à envoyer une mission composée d'un expert du MULPOC de Lusaka et d'un autre du Siège de la CEA en vue de s'entretenir avec le Gouvernement du Kenya au cours de 1982 afin d'arriver à une solution définitive à ce problème. Le Comité a accepté la proposition du représentant du Kenya.

89. Avant la clôture des débats sur les transports, un représentant voulait savoir quelles mesures ont été prises pour consulter les Etats membres de la CCDAA concernant l'agrandissement de la Commission des transports et des communications. Le Secrétariat de la C-A a informé les participants que le Secrétaire exécutif était en ce moment occupé à consulter les pays membres de la CCDAA et la Commission des transports et des communications et qu'il communiquerait les résultats aux Etats membres dès que ces données seraient disponibles.

90. Un autre représentant a fait remarquer qu'en raison des difficultés liées aux transports aériens, et ressentis dans la sous-région, le MULPOC de Lusaka devrait être prié d'entreprendre une étude des transports aériens de la région. La délégation du Botswana a pensé que le MULPOC n'est pas équipé pour traiter un sujet si complexe. Le secrétariat a expliqué que les transports aériens faisaient déjà l'objet d'une étude dans le cadre de la Décennie des transports qui serait réalisée bientôt dans la sous-région. Le Comité a accepté la proposition d'ajouter les transports aériens au programme de travail du MULPOC de Lusaka.

Rapport intérimaire sur le développement social (Point 5 v) de l'ordre du jour: a), b) et c)

91. Le Secrétariat a introduit ce point de l'ordre du jour et mis en évidence les projets lancés et mis en oeuvre dans le domaine de la formation, de la recherche, les réunions et l'assistance aux Mouvements de libération au cours de l'exercice 1981-1982.

Formation

92. Dans le domaine de la formation, six projets ont été mis en oeuvre et comprennent un séminaire sous-régional à l'intention des planificateurs au développement, des décideurs et des agents de la Promotion féminine organisé conjointement par l'IPAD, l'UNICLF et la C-A/MULPOC de Lusaka afin d'examiner les incidences

des politiques et structures sur l'intégration de la femme au développement; stage de formation de trois mois sur la planification du développement et les femmes organisé à Arusha (Tanzanie) par le CARFF en collaboration avec l'Institut de gestion pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe (IASAI) et le Conseil démographique, à l'intention des planificateurs et experts nationaux de développement responsables des programmes de développement relatifs aux besoins des femmes; journées internationales d'étude sur la préparation et l'exécution de projets organisés pour les pays francophones du 15 au 17 février 1982 à Tananarive.

93. En outre, une réunion régionale d'experts a été organisée à l'intention de personnes chargées des programmes pour jeunes filles non-scolarisées et également des sessions d'apprentissage "nouer - lier - teindre" ont été données à des assistantes sociales du Malawi par un groupe de volontaires; dans le même cadre, un voyage d'étude au Centre de technologies appropriées de Karen (Kenya) a été organisé pour le personnel du Conseil Zambien de développement social.

Recherche

94. Dans le domaine de la recherche, deux études ont été effectuées, une sur l'effet des plans nationaux de développement au Kenya et au Malawi en vue de déterminer dans quelle mesure les plans nationaux de développement tiennent compte des préoccupations des femmes; et une autre menée dans six pays sur les pertes alimentaires après la moisson et les problèmes relatifs au traitement, à la préservation et à l'emmagasinement des récoltes.

Assistance aux Mouvements de libération

95. La CLA et le CARFF ont accordé des bourses à deux membres de la SWAPO pour leur permettre de participer à un stage de formation de six mois pour dirigeantes africaines, organisé à la Fondation oecuménique de Mindolo, Kitwe (Zambie). La CLA et le MULPOC de Lusaka ont financé la participation de sept femmes

membres de l'ANC à la Conférence organisée à Luanda en septembre 1981. Le CAREFF a également accordé une assistance financière à la crèche de l'ANC (Afrique du Sud) en Tanzanie.

Réunions

96. Le Secrétariat a parlé de la troisième réunion du bureau de la Commission sous-régionale sur l'intégration de la femme au développement, tenue les 1er et 2 février 1982.

97. Au cours des discussions, le représentant de l'UNESCO a fait observer que, puisque l'UNESCO a des programmes similaires, il souhaite une collaboration plus étroite dans l'exécution des projets relatifs aux besoins et aux préoccupations de la femme. Les participants ont exprimé le vœu qu'à l'avenir il n'y ait pas de catégorisation des Etats membres selon le critère linguistique, puisque certains pays lusophones parlent anglais et français. Il a également été observé que pour atteindre les vrais destinataires des séminaires, il faudrait qu'une partie de ceux-ci soient organisés en portugais. La réunion a également mis l'accent sur la nécessité d'études sur la division traditionnelle du travail avant de revendiquer le rôle de la femme dans le secteur moderne. Le Secrétariat a informé le Comité que des études diverses avaient été entreprises par la CEA et le CAREFF sur le rôle de la femme dans le développement.

98. La réunion s'est prononcée en faveur des programmes des femmes et a recommandé la participation des femmes dans l'élaboration des activités économiques viables telles que des coopératives. Quelques représentants étaient d'avis que malgré les progrès sensibles déjà accomplis pour l'intégration de la femme au développement, il restait encore un long chemin à faire.

La Commission d'experts a recommandé:

- a) que le programme des femmes du MULPOC de Lusaka fasse l'objet de plus d'intérêt au niveau national pour assurer l'efficacité du suivi;

- b) qu'une stratégie puisse être mise sur pied qui permettrait un échange entre les anciens bénéficiaires des stages de la CLA sur la façon dont ils se servent des connaissances et des compétences acquises au moyen de ces stages;
- c) qu'un inventaire sur les programmes et projets en cours destinés aux femmes soit dressé et distribué aux Etats membres de la sous-région en vue de favoriser l'échange d'informations sur ces projets;
- d) que des postes réguliers soient créés au MULPOC pour assurer la continuité dans la mise en application des programmes du MULPOC destinés aux femmes;
- e) que les Etats membres du MULPOC accordent des contributions substantielles en faveur du programme du MULPOC pour les femmes, entre autres par l'assistance financière aux participants à des réunions et par des activités de formation visant à accroître le rôle de la femme dans le développement;
- f) que les fréquents retards à donner suite et à réaliser des projets, qui ont des effets néfastes sur le programme des femmes tels que des pertes financières, soient amoindris.

99. Enfin il a été convenu que les projets suivants devraient être mis en oeuvre au cours de 1982:

- a) un séminaire au niveau sous-régional sur le bois de chauffage et l'énergie, qui doit être organisé à l'intention des femmes de la campagne;
- b) Etudes d'identification des besoins aux Comores, à Djibouti et à Madagascar;
- c) Missions d'enquête dans deux pays au choix;

- d) Des séminaires d'information sur le système national à Djibouti et au Malawi;
- e) Réunion de la Commission sous-régionale pour l'intégration de la femme au développement.

MISE EN VALEUR DE LA MAIN-D'OEUVRE

A. Institutions régionales et sous-régionales

Rapport intérimaire sur les programmes de formation organisés par l'Institut de gestion pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe pour la période 1981-1982 (ECA/MULPOC/Lusaka/V/8(i
(Point 5 vii) a) de l'ordre du jour

100. Dans l'analyse de ce point à l'ordre du jour, un représentant de l'Institut de gestion pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe a informé la réunion qu'au cours de l'exercice 1981, l'Institut avait lancé plus de 40 programmes de formation traitant de tous les domaines fonctionnels de la gestion, et qu'un total de 1000 participants (cadres moyens et supérieurs ou experts) de 13 Etats de la région avaient suivi ces stages. Il a en outre déclaré que l'Institut organise des cours d'études supérieures en gestion, et qu'une large part est accordée aux programmes intéressant les femmes sur le plan de la planification nationale et régionale au plus haut niveau. Il a cité le programme destiné aux femmes: "Formation sur les plans de développement et les femmes - une perspective africaine". Au cours de la même période, on a noté que l'Institut avait effectué un certain nombre de consultations dans trois Etats membres de la sous-région.

101. Le Comité a été informé qu'en 1982, l'Institut organiserait 43 programmes de formation, en plus des cours d'études supérieures en gestion et qu'il avait reçu ordre d'effectuer sept visites de consultations dans deux pays membres. En outre, l'Institut se propose de faire des recherches pour mettre au point du matériel pédagogique. L'Institut prévoit la création d'une maîtrise en gestion commerciale en 1983.

102. Le Comité a toutefois noté avec préoccupation que sur les 18 Etats membres du HULPOC de Lusaka, six seulement avaient signé l'Accord permettant de transformer l'Institut en un centre régional.

103. La réunion d'experts a pris note du rapport et convenu de recommander:

- a) que les Etats membres du HULPOC de Lusaka qui n'ont pas encore signé et ratifié l'Accord portant création de l'Institut de gestion pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe le fassent en vue de lui permettre de remplir sa tâche plus efficacement;
- b) que les membres de l'Institut paient leurs cotisations à temps; et
- c) que les Etats membres du HULPOC de Lusaka s'efforcent de mettre à profit les moyens pédagogiques et consultatifs dont dispose l'Institut.

Rapport sur le programme régional intégré de formation, de recherche et de consultation en matière de formation, de recherche et de consultation en matière de conservation et de gestion de la faune africaine (ECA/HULPOC/Lusaka/V/h)iii)

104. Un représentant du Secrétariat a informé que la CEA avait contacté les gouvernements de la Tanzanie et du Cameroun afin d'obtenir leur position sur la transformation envisagée de leurs instituts nationaux en centres régionaux conformément à la résolution du Conseil des ministres de la CEA à ce sujet.

105. Il a informé l'Assemblée que le Gouvernement de la République-Unie de Tanzanie a décidé de ne pas modifier le statut du Collège de Mweka en un institut régional, mais qu'il continuera cependant à admettre des étudiants d'autres pays africains. D'autre part, le Cameroun n'avait pas encore donné de réponse concernant l'école de Garoua. Entretemps les pays d'expression portugaise envisagent eux aussi la possibilité de créer au Mozambique une école régionale de formation en matière de faune et de flore.

106. Le Comité d'experts a recommandé de chercher d'autres solutions que celle du Collège de Hwaka pour les pays d'expression anglaise et d'encourager les pays d'expression portugaise à créer au Mozambique l'Institut de formation en matière de faune et de flore.

Projet de création d'une école sous-régionale de hautes études commerciales pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe
(ECA/MULPOC/Lusaka/V/8 v)

107. Sous cette rubrique, le représentant du secrétariat de la CEA a exposé brièvement les problèmes auxquels se heurtait la financement de l'école de hautes études à l'Université de Nairobi, et a fait remarquer que des négociations étaient en cours entre le Gouvernement du Kenya et l'Université de Nairobi d'une part, et le secrétariat de la CEA de l'autre pour trouver quelques solutions à ces problèmes. Il est probable que les modalités pour étendre les facilités seront terminées au cours de 1982.

Rapport sur l'Institut supérieur africain de recherche et de formation technique à Nairobi (ECA/MULPOV/Lusaka/V/8 vii))

108. Concernant cet Institut, on a appris que sa constitution n'avait pas été signée par un nombre suffisant de membres, que son budget était insuffisant, que les Etats membres ne payaient pas leurs contributions et qu'en général leur attitude envers l'Institut manquait d'enthousiasme.

109. Le secrétariat a déploré le fait que, faute d'une seule signature pour constituer le nombre requis qui donne droit à une aide du PNUD, l'Institut n'a pas pu bénéficier de l'aide financière des autres institutions. Il a fait remarquer qu'un institut similaire allait être créé en Europe. Il a toutefois précisé que les bourses à l'étranger avaient atteint des proportions exorbitantes.

110. Il a souligné qu'il urgeait pour les Etats africains de consentir à des sacrifices au profit de l'autonomie africaine en matière de main-d'oeuvre car l'importation de personnel technique entraîne des dépenses considérables.

111. Au cours des débats, un représentant a fait remarquer qu'il faudrait lancer un appel au PNUD pour déroger à la condition minimale et se contenter de la signature de 13 pays, comme 12 avaient déjà signé, afin de permettre à l'Institut de devenir opérationnel. La Conférence a pris note du rapport et a convenu de le soumettre au Conseil ministériel.

112. Le Comité des experts a pris bonne note et a recommandé que les Etats membres soutiennent les institutions de ce genre.

"Première Conférence des ministres de la CEA responsables de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines : Mise en application des décisions et recommandations intéressant le MULPOC de Lusaka"
(ECA/MULPOC/Lusaka/V/13))

Résumé du rapport et des recommandations de la première Conférence des ministres responsables de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines, Monrovia,

113. Le secrétariat a présenté un rapport de la Conférence des ministres responsables de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines et en a exposé brièvement les conclusions. La Conférence a conclu en disant que la faiblesse des performances constatées dans la région était essentiellement due aux lacunes de la planification des ressources humaines, à l'enseignement non adapté aux besoins locaux résultant en une formation inadéquate, à l'insuffisance de la main-d'oeuvre qualifiée et à des incohérences dans le système administratif. Cette situation conduit à une sous-utilisation et un gaspillage du potentiel humain. Il a été alors observé que :

- a) l'autonomie de l'Afrique est déterminée par les ressources humaines, naturelles, financières et matérielles ainsi que par sa capacité d'exécution des programmes de développement;

- b) l'aspect "Ressources humaines" était le facteur-clé du développement global; et
- c) les ressources matérielles et financières n'étaient pas immédiatement disponibles.

114. La Conférence a alors analysé et approuvé sept propositions de projets comme base d'une mise à jour d'un système interne ayant trait à la planification, à la mise en valeur et à l'utilisation des ressources humaines. La Conférence a adopté les propositions comme base des consultations ultérieures avec les Etats membres au niveau national, pour être revus et adaptés aux besoins nationaux.

115. La Conférence a adopté le mandat portant création d'un mécanisme régional visant à promouvoir une méthode harmonisée et intégrée de planification, de mise en valeur et d'utilisation des ressources humaines. Au niveau national, les gouvernements ont été chargés de déterminer et d'évaluer le statut, l'efficacité et l'opportunité du système existant dans l'élaboration d'une méthode de planification, de mise en valeur et d'utilisation des ressources humaines.

116. La Conférence a également désigné une commission ministérielle composée de 9 Etats en vue d'assurer le suivi et la mise en application des décisions de la Conférence, et le secrétariat de la CEA a été chargé de donner l'assistance technique nécessaire.

Action demandée des Etats membres

Ayant adopté les propositions comme base des négociations ultérieures au niveau national, la Conférence a prié les Etats membres de :

- i) examiner et adapter les propositions aux besoins nationaux et au niveau de développement afin d'assurer le résultat attendu de chaque projet;
- ii) s'inspirer des propositions comme base de la mobilisation des ressources nécessaires à leur exécution;
- iii) soutenir et collaborer avec le Comité de suivi ministériel des 9 en vue de renforcer les efforts qui visent à assurer le fonctionnement de l'institut régional en :

- mettant sur pied un système national institutionnel de coordination et de consultation pour la méthode intégrée de planification, de mise en valeur et d'utilisation des ressources humaines et un appareil administratif en vue d'orienter les réformes administratives;
 - créant un pool de personnel administratif engagé dans des questions de ressources humaines, ainsi que de personnel capable de gérer l'effort de développement;
- iv) collaborer avec la CEA : a) en vue d'assurer une approche coordonnée pour réaliser l'objectif commun à la planification, à la mise en valeur et à l'utilisation des ressources humaines; b) la réalisation des objectifs primaires dans le domaine de la création des institutions qui permettront l'autonomie en matière de planification de la main-d'oeuvre, de la mise en train et de la gestion des réformes administratives de planification et de gestion de la mise en valeur des ressources humaines et de leurs programmes de production.

Recommandations

117. Les Etats membres sont invités à

- a) accorder une grande priorité à la mise en valeur et à l'utilisation des ressources humaines comme partie intégrante de la planification globale du développement, ainsi qu'à la création de mécanismes et à l'adoption d'arrangements institutionnels destinés à la planification coordonnée des ressources humaines;
- b) se servir des propositions de projets analysées et approuvées par la Conférence des ministres responsables de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines comme base d'une méthode coordonnée propre à favoriser un développement interne, et nécessaire aux consultations ultérieures au niveau national;

- c) les examiner et les adapter aux besoins nationaux et au niveau d'évolution vers la mise en place, l'institutionnalisation et l'entrée en fonctionnement du mécanisme de coordination des politiques et des programmes dans le cadre de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines; et
- d) se servir des propositions pour mobiliser des ressources provenant des institutions coopérantes en vue de la réalisation des projets.

118. Procéder à une évaluation au niveau national de l'état, de l'efficacité et de la qualité des mécanismes existants de planification des ressources humaines, des plans de développement et de mise en valeur et d'utilisation des ressources humaines en vue de les renforcer ou d'en instaurer d'autres qui seront plus viables.

119. Encourager, soutenir et renforcer au niveau sous-régional, le mécanisme de coordination des stratégies et des programmes relatifs à la mise en valeur des ressources humaines aux fins de favoriser la réalisation des objectifs du mécanisme sous-régional mis sur pied en conformité avec les directives de la Conférence des ministres responsables de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines, tenue à Monrovia.

120. Collaborer et aider le Comité des neuf de la Conférence des ministres responsables de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines, dans la mise en place d'un mécanisme régional institutionnel pour l'élaboration et la coordination d'une méthode homogène de planification, de mise en valeur et d'utilisation effective des ressources humaines.

121. La Conférence prie en outre

- a) le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de prendre en charge l'orientation des activités du Comité ministériel, en accordant l'assistance technique nécessaire et en assurant la coordination des efforts dans la mise en application de la résolution;

- b) prie également toutes les institutions d'assistance technique touchant à ce domaine de collaborer avec et de coordonner leurs efforts dans le cadre du MULPOC en aidant les Etats membres de la région dans l'exécution de ces résolutions.

122. Sous cette rubrique, le secrétariat a profité de l'occasion pour présenter le rapport et les recommandations de la Conférence mixte OUA/CEA organisée à Addis-Abeba (Ethiopie) du 25 au 29 janvier 1982 à l'intention des Doyens, des Présidents et des Recteurs des instituts d'études supérieures en Afrique pour discuter du Plan de Lagos.

123. Le secrétariat a fait remarquer que le thème de la Conférence était l'orientation des instituts supérieurs de mise en valeur des ressources humaines pour répondre aux besoins socio-économiques changeants dans les Etats africains. Le point de référence sur ce thème était le Plan d'action de Lagos.

124. Le but principal de la Conférence était d'établir les détails du rôle que les instituts supérieurs doivent jouer afin de contribuer réellement à la mise en application du Plan de Lagos. Cet objectif met les instituts du troisième degré en demeure de s'interroger sur le rôle qu'ils vont dorénavant jouer dans la mise en valeur des ressources humaines en vue de répondre aux besoins socio-économiques des Etats africains, et dans la formation des compétences technologiques propres à accélérer le développement et l'indépendance économique.

125. La stratégie de mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos exige de la part des instituts supérieurs une réévaluation critique de leur statut, de leur rôle et de leurs activités au sein de la société; une reconnaissance des problèmes et des réalités socio-économiques du continent africain; une réorientation de leurs programmes, de leurs procédures et leurs activités à la lumière des objectifs de développement du Plan d'Action de Lagos.

126. La Conférence a alors adopté un certain nombre de recommandations générales et spécifiques destinées à assurer une mise en application rapide et intégrale du Plan d'action de Lagos, et à résolu d'accélérer

l'exécution des recommandations touchant certains domaines tels que: diffusion du Plan d'Action de Lagos au moyen de séminaires, d'ateliers et de conférence; publication de manuels et autres méthodes de dissémination de l'information; coopération régionale et technique; formation du personnel; animation rurale, recherche, formation extra-scolaire; collaboration avec l'industrie et le gouvernement; mise au point d'une technologie appropriée, etc.

127. La conférence a résolu de se réunir tous les trois ans pour examiner les problèmes de développement, évaluer les réalisations en contribuant à solutionner ces problèmes et examiner les lignes d'action pour une action future/ Des réunions de suivi au niveau régional entre les membres des MULPOC devaient être organisées pour organiser la mise en application des recommandations, échanger leurs expériences et intensifier leur coopération dans les domaines de l'enseignement, de la formation, de la recherche, de la formation du personnel et de l'utilisation des facilités institutionnelles.

128. Compte tenu de la volonté des sous-régions de parvenir à une utilisation optimale des instituts d'enseignement afin de promouvoir et de parrainer la coopération en matière de création et d'utilisation des instituts d'enseignement et de formation dans les domaines de besoins critiques, tant au niveau national que sous-régional, et dans un esprit d'autonomie individuelle et collective, les états membres de la sous-région devraient:

- a) entreprendre des études aux niveaux national et sous-régional sur les moyens d'aboutir à une utilisation optimale des facilités institutionnelles d'enseignement, de formation et de recherche;
- b) effectuer des recherches, spécialement dans des instituts d'enseignement supérieur, afin d'identifier les problèmes, en particulier ceux qui nécessitent une solution immédiate pour les Etats membres;
- c) déterminer les domaines de priorité et entreprendre des mesures de réorientation des programmes d'enseignement et d'introduction de matériel didactique et de manuels propres à faciliter l'apprentissage dans des conditions critiques.

- d) prendre part aux activités des instituts d'enseignement et de formation régionaux et sous-régionaux existants, en tant que moyen de promouvoir la coopération intra-sous-régionale et de réduire les dépenses engagées par les stages accomplis à l'étranger par les ressortissants des pays de la sous-région et la fuite des cerveaux;
- e) assurer le financement des bourses nationales et participer au programme de formation et de bourses de la CEA pour rentabiliser au maximum des facilités de formation disponibles dans la région;
- f) demander à toutes les institutions spécialisées de collaborer et d'accorder l'assistance technique nécessaire à la réalisation de ces recommandations.

129. Le Comité d'experts a pris note du rapport et a convenu de soumettre les recommandations de la Conférence à l'examen du Conseil des ministres.

RESSOURCES NATURELLES

- A) Rapport intérimaire sur la mise en place progressive du Comité intergouvernemental permanent de l'énergie des pays membres du MULPOC de Lusaka pour la sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (Point VII a) de l'ordre du jour)

130. Le secrétariat de la CEA a informé l'Assemblée que les travaux relatifs à la recommandation de la quatrième réunion du Conseil des ministres du MULPOC de Lusaka, se rapportant au sujet sus-mentionné ont été retardés pour des raisons indépendantes de la volonté dudit secrétariat.

131. La Commission d'experts a recommandé que des réunions sectorielles soient organisées au niveau régional, traitant des hydrocarbures, des combustibles solides, des sources d'énergie nouvelles et renouvelables et de l'énergie électrique, afin de définir un programme de travail cohérent dans chaque domaine, et de mettre au point des modalités pour la création d'un comité intergouvernemental permanent de

l'énergie, et que ces réunions sectorielles soient suivies d'une réunion du Comité intergouvernemental formé d'experts représentant les divers secteurs relatifs au futur comité intergouvernemental sous-régional sur l'énergie.

132. Il a été en outre recommandé que le secrétariat de la CEA collabore à l'installation dans l'un des pays membres du MULPOC de Lusaka d'un centre modèle pour l'utilisation des sources d'énergie nouvelles et renouvelables en vue de démontrer le fonctionnement du matériel servant à la transformation de l'énergie solaire. Le secrétariat de la CEA a été chargé d'accorder tout le soutien nécessaire à ces activités. Le représentant de l'UNESCO a fait part du désir exprimé par son Organisation de s'associer à la mise en oeuvre des projets relatifs à l'énergie.

b) Première Conférence régionale sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales de l'Afrique réunie à Arusha (République-Unie de Tanzanie) en février 1981 : Incidences de ses recommandations sur le MULPOC de Lusaka (ECA/MULPOC/Lusaka/V/12) (Point V/12 de l'ordre du jour)

133. Le secrétariat a introduit ce sujet en mettant en évidence les principales recommandations aux niveaux régional et sous-régional de la première Conférence régionale sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales en Afrique tenue à Arusha en février 1981, spécialement dans les domaines suivants : accumulation de connaissances techniques sur l'ensemble des ressources minérales; création de services chargés de l'extraction, de la transformation et de la commercialisation des substances minérales; développement des marchés interafricains de ressources minérales; formation et perfectionnement de la main-d'oeuvre; développement formation des minéraux; recherche et développement; mise en place d'organismes de financement et d'assurance, et protection de l'environnement.

134. La Conférence a pris note du rapport et a demandé que les recommandations de la Conférence d'Arusha intéressant la région et la sous-région soient incluses dans le programme de travail du MULPOC de Lusaka.

135. La Conférence a en outre recommandé que les Etats membres apportent leur appui dans les domaines tels que : l'envoi régulier au secrétariat d'informations et de données disponibles sur les ressources minérales; une participation accrue au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique allouée au secteur de la mise en valeur des ressources minérales; le détachement pour un mois ou deux auprès du secrétariat, d'experts nationaux en matière de ressources minérales en vue d'assister le secrétariat dans l'élaboration des études dont la réalisation a été recommandée par la Conférence d'Arusha et pour laquelle la CEA se chargerait uniquement des frais de voyage et des indemnités de subsistance des experts nationaux intéressés; la participation active des représentants des Etats membres aux voyages d'études, aux journées d'études, aux consultations, etc. organisés à l'échelle sous-régionale et régionale, dont les frais seraient supportés par les pays intéressés, et enfin toute autre forme de coopération qui puisse faciliter la mise en oeuvre des recommandations de la Conférence d'Arusha, afin de permettre au secrétariat de la CEA de réaliser les projets régionaux et sous-régionaux dont il a été chargé par la Conférence d'Arusha.

- c) Rapport intérimaire sur les activités du Centre pour la mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe pendant la période 1981-1982 (document ECA/MULPOC/Lusaka/V/8 ii) (Point VII c) de l'ordre du jour)

136. Le secrétariat a présenté le sujet sus-mentionné en rappelant que le Centre vise, entre autres, à fournir aux Etats membres du MULPOC de Lusaka les principaux services ci-après : évaluation de leurs ressources minérales pour pouvoir mener à bien les projets nationaux ou multinationaux africains de mise en valeur des ressources minérales; prestation des services de laboratoire spécialisés nécessaires aux projets de mise en valeur des ressources minérales; organisation de stages pratiques de courte durée à l'intention du personnel technique de la sous-région, dans les divers domaines liés à la mise en valeur des ressources minérales; collecte et traitement des données et des informations sur la mise en valeur des ressources

minérales et leur diffusion auprès des Etats membres en vue de promouvoir les projets nationaux et sous-régionaux liés à l'exploitation de ces ressources; et promotion de la coopération entre ces pays en matière de mise en valeur et d'utilisation des ressources minérales de la sous-région.

137. Le secrétariat a fait remarquer qu'en raison de la faible participation des pays de la région aux activités du Centre, la création de l'institut, son fonctionnement et son efficacité dans le cadre de la sous-région ont été paralysés par le manque de fonds.

138. Tenant compte des décisions et des recommandations antérieures des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine (Lagos, 1960); de la première Conférence régionale sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales en Afrique (Arusha, 1981) et du Conseil des ministres du MULPOC de Lusaka (Gaborone, 1980 et Lesotho, 1981), le Comité des experts a recommandé que :

- i) les ministres de la planification économique et du développement des pays de la sous-région informent leurs ministres respectifs qui sont responsables de la mise en valeur des ressources minérales, de l'état du Centre de Dodoma;
- ii) dans le cas d'un pays de la sous-région qui n'a pas encore ratifié les accords portant création du Centre à payer la contribution requise, le Ministre de la planification économique et du développement et son secteur de la mise en valeur des ressources minérales devaient s'efforcer de hâter au niveau national l'adoption de mesures nécessaires afin d'assurer une participation de leur pays aux activités du Centre;
- iii) tous les pays de la sous-région encouragent et appuient la participation des directeurs de leurs services de recherches géologiques ou leurs homologues à la réunion du Comité technique consultatif du Centre qui doit avoir lieu à Dar es-Salaam au début de mai 1982;

- iv) tous les ministres chargés de la mise en valeur des ressources minérales dans la sous-région envisagent de participer activement à la réunion du Conseil d'administration du Centre qui doit immédiatement suivre la réunion du Comité technique consultatif;
- v) le Conseil des ministres du MULPOC envisage la possibilité de créer un comité ministériel afin d'enquêter sur les problèmes du présent Institut afin de recommander des solutions au prochain Conseil des ministres et
- vi) le secrétariat de la CSA attire l'attention de la prochaine réunion des ministres qu'il compte organiser, sur les problèmes auxquels les institutions sous-régionales et régionales doivent faire face.

d) Rapport sur l'étude des instituts nationaux de cartographie

139. Le représentant du secrétariat a fait brièvement rapport des circonstances qui ont amené la quatrième Conférence des ministres du MULPOC de Lusaka à demander une évaluation des instituts nationaux de cartographie. Il a souligné le rôle important que jouent ces instituts en matière de recherche, d'inventaire et de conservation des ressources naturelles dans la mise en oeuvre judicieuse des projets de développement.

140. Le Comité a pris note des résultats de la mission qui s'est rendue dans cinq pays (Ethiopie, Kenya, Lesotho, Ouganda et Zimbabwe) en tenant compte particulièrement compte d'une part du taux de développement atteint par chaque pays et d'autre part des problèmes auxquels les instituts doivent faire face. En conséquence, le Comité a convenu de recommander à la Conférence des ministres de :

- i) attribuer les fonds nécessaires au prompt achèvement du projet d'étude des instituts cartographiques et de présenter le rapport final aux gouvernements à la prochaine réunion des experts du MULPOC;
- ii) réunir au plus tôt une conférence des ministres chargés des questions relatives aux relevés cartographiques, de préférence en 1983, afin de leur permettre d'examiner divers points portant sur les problèmes auxquels leurs instituts

travail accompli par le Centre régional de cartographie à Nairobi (Kenya).

iii) prier les agences des Nations Unies et/ou d'autres organisations internationales ou régionales d'assister l'Ouganda afin de reconstituer sur son territoire le réseau géodésique triangulaire du trentième méridien ainsi que les autres bornes de contrôle dont les projets de développement ne sauraient se passer;

iv) Prendre des mesures urgentes en vue de déterminer les besoins exacts en effectifs des instituts nationaux de cartographie et mobiliser l'assistance non seulement des Nations Unies et des institutions spécialisées mais également des autres Etats membres du MULPOC de Lusaka;

v) faire accorder par les gouvernements des Etats membres une haute-priorité à leurs instituts nationaux de cartographie au moment de l'attribution des fonds dans le cadre de leurs budgets nationaux.

Commission sur la situation des travailleurs en Afrique australe (Point 5 vi) f) 7 i) de l'ordre du jour)

141. Le secrétariat a présenté les activités entreprises en 1981 sur les divers projets de la Commission et a informé le Comité que six pays ont signé en 1981 l'Accord portant création de la Commission sur la situation des travailleurs en Afrique australe. Il a été signalé que la Commission a tenu deux réunions en 1981 au cours desquelles elle a adopté des résolutions importantes sur le travail migrant, dont un descriptif de projet sur l'étude des compétences professionnelles des travailleurs migrants. Les résolutions ainsi que les activités du descriptif du programme sus-mentionné constitueront le programme de travail pour 1982-1983.

142. Le Comité a approuvé le rapport et a décidé de recommander au Conseil des ministres de prendre note des activités accomplies en 1981 par la Commission sur la situation des travailleurs en Afrique australe.

Publication des documents sur la Conférence de 1978 sur le travail migrant (ECA/MULPOC/Lusaka/V/8 vii)) (Point vi f) ii))

143. En traitant ce point de l'ordre du jour, un représentant du secrétariat a informé le Comité des experts que le contrat du Professeur H.A. Turner a été annulé parce qu'il n'avait pas procédé à la publication des documents de la Conférence dans les délais imposés et ce, malgré les délais qui lui étaient accordés à plusieurs reprises.

144. Le représentant de la CEA a signalé que d'autres dispositions ont été prises pour publier les documents au plus tôt.

Le Comité des experts a pris bonne note du rapport.

Programme d'action sur les sanctions économiques contre l'Afrique du Sud (ECA/MULPOC/Lusaka/V/9 i) (Point VIII i) de l'ordre du jour)

145. Le secrétariat a déclaré que la Conférence de 1978 sur le Travail migrant en Afrique centrale, parrainée par la CEA, en collaboration avec les gouvernements et les mouvements de libération de l'Afrique du Sud, avait adopté une résolution engageant "la Communauté internationale à intensifier les efforts en vue d'imposer des sanctions économiques mandatoires contre l'Afrique du Sud" et "à accorder au nom de l'humanité son plein appui aux mesures destinées à mettre fin à l'apartheid". Il a été également déclaré qu'une conférence internationale, organisée depuis à Paris, du 20 au 27 mai 1981, sur les sanctions économiques contre l'Afrique du Sud, avait adopté un plan d'action général sur le sujet. En décembre 1981, l'Assemblée générale des Nations Unies ayant adopté la résolution 36/172 sur l'apartheid, 1982 a été proclamé "Année internationale de la mobilisation des sanctions contre l'Afrique du Sud", et tous les gouvernements ont été invités à participer effectivement à l'observation de l'Année en coopération avec les Nations Unies". La CEA faisant intégralement partie de l'Organisation des Nations Unies, était liée par les résolutions et a déterminé son attitude et ses activités en conséquence. Le secrétariat a reconnu le fait que ces résolutions allaient affecter, non seulement l'Afrique du Sud mais les pays africains avoisinants. En conséquence, ces pays devront bénéficier activement de

l'appui de la Communauté internationale afin de surmonter les effets des sanctions prises contre l'Afrique du Sud. L'importance de l'appui de la Communauté internationale devrait faire l'objet d'une étude dont l'objectif serait limité à la détermination du type et du volume de l'assistance que les pays affectés ont lieu d'attendre de la part de la Communauté internationale. Le Comité des experts a recommandé qu'une étude soit entreprise en vue de déterminer les répercussions des sanctions économiques contre l'Afrique du Sud sur les pays avoisinants ainsi que l'importance de l'assistance que les pays en question nécessiteront pour se protéger de ces conséquences.

Préparation d'une stratégie économique pour l'Afrique du Sud
une fois débarrassée de l'apartheid (ECA/MULPOC/Lusaka/V/9 ii))
(Point VIII ii) de l'ordre du jour)

146. En présentant le document ECA/MULPOC/Lusaka/V/9 ii), le secrétariat de la CEA a expliqué que la Conférence sous-régionale de 1978 sur le travail migrant, s'était efforcée, tout comme la Conférence de 1978 qui avait donné le jour aux négociations de la ZEP, de continuer à assister la restructuration des économies des Etats qui fournissent en main-d'oeuvre migrante l'Afrique du Sud. La restructuration de leurs économies devrait permettre aux pays affectés d'absorber leur main-d'oeuvre une fois expulsée ou rappelée d'Afrique du Sud. Les enquêtes préliminaires ont démontré l'impossibilité d'effectuer ces opérations de restructuration sans tenir compte de leurs liens étroits avec l'économie sud-africaine. En conséquence, il a été recommandé de former un groupe restreint d'experts recrutés dans le personnel de la CEA et dans les mouvements de libération afin d'élaborer un mandat propre à ce genre d'étude et d'en surveiller l'exécution.

147. Le représentant de l'African National Congress (Afrique du Sud) a dit que le projet étant effectivement un projet du peuple de l'Afrique du Sud, exécuté avec l'appui de la CEA, l'ANC n'éprouvait plus aucune réserve à ce sujet.

149. A la lumière de ce qui a précédé, le Comité des experts a convenu de recommander au Conseil des ministres d'accorder une assistance au mouvement de libération de la Namibie afin de lui permettre d'entreprendre des études sur une stratégie du développement économique pour l'Afrique du Sud une fois débarrassée de l'apartheid.

Rapport sur la phase préliminaire (1982-1984) de la Décennie
du développement industriel pour l'Afrique : action collective
au niveau sous-régional et sixième Conférence des ministres
africains de l'industrie (Points 7 et 8 de l'ordre du jour)

150. Le secrétariat a présenté les documents sur la Décennie pour le développement industriel en Afrique, le rapport de la Sixième Conférence des ministres africains de l'industrie et les rapports sur les outillages et équipements agricoles et les équipements de transport. Il a informé le Comité des activités qui ont abouti à la proclamation de la Décennie et des actions de suivi entreprises à ce jour, dont la tenue de deuxième réunions à Addis-Abeba en octobre et en novembre 1981 la réunion inter-gouvernementale d'experts sur le Programme de la Décennie pour le développement industries en Afrique et la Sixième Conférence des ministres africains de l'industrie. La mise en oeuvre en deux temps de la Décennie a été décrite ainsi que la priorité qui avait été accordée aux sous-secteurs industriels susceptibles de contribuer au développement optimum de l'économie.

151. Sur base du cadre préliminaire d'une coopération dans le domaine des machines et des équipements agricoles et des équipements de transport pour le MULPOC de Lusaka qui a été porté à sa connaissance par le Secrétariat, le Comité a pris note des rapports et a recommandé à la Conférence des ministres, pour examen et adoption, les points suivants:-

- i) l'assistance qui doit être accordée aux usines déjà existantes en vue de leur permettre d'atteindre leur pleine capacité de production.
- ii) la création d'un mécanisme permettant l'acquisition, le stockage et la vente des facteurs de production.
- iii) la possibilité de développer et de convertir des usines d'outils manuels et d'équipements à traction animale existantes en usines multinationales.

- iv) l'encouragement que devraient apporter les Etats membres du transfert des technologies et des produits essayés sur le terrain aux ateliers de fabrication.
- v) la création d'un atelier sous-régional, initialement prévu pour le montage mais avec l'objectif de fabriquer, le plus tôt possible, 15 à 20.000 tracteurs par an.
- vi) l'encouragement aux contrats de sous-traitance pour la fabrication des pièces de rechange et des éléments.
- vii) l'échange entre Etats membres de données sur les conceptions et les techniques de fabrication.
- viii) la création d'un comité sous-régional pour la mécanique, semblable aux comités pour le fer et l'acier et pour les produits chimiques,

Rapport de la mission d'évaluation mixte PNUD/CEA dépechée
au MULPOC de Lusaka (Point 11 de l'ordre du jour)

152. En présentant le rapport d'évaluation PNUD/CEA du MULPOC de Lusaka, le secrétariat a informé le Comité d'experts qu'avec l'aboutissement de deuxième cycle de programmation du PNUD en 1981 et la mise en route du troisième cycle pour la période 1982-1986, il avait été décidé, d'entreprendre une évaluation PNUD/CEA des MULPOCs en 1981, en raison de leur dépendance financière du PNUD. Cet exercice visait à:-

- a) évaluer le mode d'exécution du programme de coopération PNUD/CEA et la qualité des résultats en vue de faire les améliorations nécessaires;
- b) permettre au PNUD de prévoir le volume des activités régionales qui seront exécutées par la CEA au cours du futur cycle de programmation.

153. La mission d'évaluation composée d'une équipe de deux consultants s'est rendue en 1981 au Botswana, en Ethiopie, au Mozambique, au Swaziland et en Zambie. Les conclusions du rapport sont les suivantes:-

- a) le MULPOC de Lusaka a contribué en grande mesure à la coopération économique dans la sous-région;
- b) le MULPOC a permis à la CEA de devenir plus opérationnelle.

- c) Le financement du MULPOC de Lusaka s'est avéré être extrêmement insuffisant.

Sur base des présentes conclusions, la mission a recommandé que :

- a) Le MULPOC de Lusaka soit consolidé;
- b) En plus du Conseil des ministres et du Comité d'experts, un troisième organe, le Comité de supervision du MULPOC, soit transformé en un comité chargé de l'examen et de la programmation qui serait composé du Représentant résident du PNUD, du Directeur du MULPOC, des représentants des Etats membres qui pourraient être, selon les désirs des gouvernements concernés, les ambassadeurs, les hauts commissaires ou les chargés d'affaires des Etats membres accrédités en Zambie, des représentants des institutions spécialisées opérant dans la sous-région et des représentants des organisations intergouvernementales sous la présidence du Représentant résident du PNUD
- c) Le MULPOC de Lusaka ait un effectif de 10 cadres.

154. La mission a également recommandé que le financement du MULPOC soit assuré par le budget ordinaire des Nations Unies, ainsi que par le PNUD, la BAD, la BADEA et le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement en Afrique.

155. Le secrétariat a terminé la présentation du rapport en annonçant que le PNUD avait fait part de son intention de financer l'exécution des projets mais non le personnel des projets.

156. Au cours des débats qui ont suivi, un représentant a constaté qu'il semblerait exister une duplication dans la mise en oeuvre des projets exécutés par la CCDA et le MULPOC de Lusaka. Il a suggéré que le MULPOC appuie toutes les organisations intergouvernementales, sans tenir compte des initiatives qui avaient abouti à leur création.

157. Le Représentant résident du PNUD a fait savoir au Comité des experts que le PNUD serait disposé à prendre en considération toute demande de financement formulée par les gouvernements pour les projets techniques et opérationnels identifiés dans le cadre de la sous-région

158. Les délégations ont accueilli avec satisfaction la suggestion qui a été faite de porter à 10 le nombre des cadres du MULPOC. L'absence de personnel qualifié avait en effet compromis l'exécution efficace des tâches du MULPOC. L'accroissement des effectifs du MULPOC permettrait d'espérer que les études, jusqu'alors confiées à des consultants seront à l'avenir réalisées par les cadres en question. Le Comité s'élève contre la recommandation qui a été faite de confier la présidence du futur Comité pour la programmation et l'examen des projets au Représentant résident du PNUD.

159. Le secrétariat de la CEA a conclu en remerciant les délégations des remarques pertinentes qu'elles ont bien voulu formuler ainsi que de la part qu'elles ont prise à la réunion et il informé le Comité des experts que le rapport serait renvoyé devant la Conférence des ministres de la CEA qui doit se réunir prochainement à Tripoli (Libye).

Proposition de budget pour 1982 pour le MULPOC de Lusaka
(Point 12 de l'ordre du jour)

160. En présentant ce point, le secrétariat a informé le Comité d'experts que sur base des discussions des différents secteurs économiques qui ont précédé, certains des éléments qui ont été proposés pour le programme de travail du MULPOC de Lusaka seront exécutés pendant que d'autres seront ajoutés. Il a fait état des contraintes budgétaires qui, dit-il, ont compromis la mise en oeuvre effective du programme de travail. Il a également constaté que la plus grande partie du programme de travail du MULPOC de Lusaka avait été réalisée au moyen du budget ordinaire des Nations Unies et des différents départements organiques de la CEA.

161. Enfin, il a pris note avec satisfaction de l'assistance accordée par les pays du MULPOC et il a lancé un appel en faveur d'un accroissement des contributions pour permettre au MULPOC de réaliser efficacement son programme de travail.

162. Le Comité d'experts a pris note du rapport du Directeur et il a chargé le MULPOC d'assurer l'inscription de tous les projets qui ont été examinés ici en mentionnant leur coût, dans le rapport de

la présente réunion. Il a été convenu également que tous les projets exécutés dans la région seraient toujours entrepris dans le cadre du MULPOC de Lusaka.

Préparation de la 17ème session et de la huitième Conférence des ministres de la CEA

163. Le secrétariat a fait savoir que les réunions qui auront lieu à Tripoli (Jamahiriya arabe libyenne) du 19 au 30 avril 1982 seront les suivantes :

- a) Troisième réunion du Comité préparatoire plénier et technique du 19 au 23 avril 1982;
- b) Deuxième réunion de la Conférence des ministres des Etats les moins avancés d'Afrique, 26 et 27 avril 1982;
- c) Huitième réunion de la Conférence des ministres de la CEA, du 27 au 30 avril 1982.

164. L'ordre du jour des réunions et certains des documents seraient distribués au cours de la présente réunion du MULPOC. Le secrétariat a souligné l'importance de ces réunions et il a instamment prié les Etats membres, sans exception, de faire tous les efforts possibles pour y assister. Le Président de la cinquième réunion du Comité des experts du MULPOC, assistera, a-t-il dit à ces réunions et présentera le rapport du Comité plénier préparatoire et technique. Le Président de la cinquième réunion du Conseil des ministres du MULPOC fera entre-temps rapport à la Conférence des ministres de la CEA à leur huitième réunion qui est également prévue à Tripoli (Jamahiriya arabe libyenne)

Questions diverses (Point 14 de l'ordre du jour)

165. Aucune discussion n'a eu lieu sous ce point de l'ordre du jour.

Projet d'ordre du jour pour la cinquième réunion du Conseil
des ministres (Point 14 de l'ordre du jour)

166. La réunion a décidé de proposer le projet d'ordre du jour suivant pour la réunion élargie du Conseil des ministres :

- i) Ouverture de la réunion
- ii) Election du bureau
- iii) Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux
- iv) Présentation du rapport et recommandations formulés par le Comité d'experts du HULPOC à leur cinquième réunion
- v) Examen du rapport
- vi) Questions diverses
- vii) Date et lieu de la prochaine réunion des ministres du HULPOC
- viii) Adoption du rapport
- ix) Clôture de la réunion

Adoption du rapport (Point 17 de l'ordre du jour)

167. Le Comité des experts a adopté le présent rapport à l'unanimité.